

Analyse

« Nous pouvons sortir du cycle illusions-déceptions »

Recueilli par Marine Lamoureux



1

Vincent Martigny

1/2 - 04/2019

MENTION OBLIGATOIRE : Photo Astrid di Crollanza © Flammarion

La fourniture de cette image ne vaut aucunement cession des droits sur ladite image.
Toute modification ou altération de l'image est interdite sans autorisation expresse de l'auteur de l'image. Les droits de reproduction et de représentation de cette image sont cédés par Astrid di Crollanza à Flammarion SA et ses départements et marques, pour la presse et la promotion des ouvrages de l'auteur (utilisation avec achat d'espace incluse), pour tous pays, toutes langues. Toute autre utilisation est strictement interdite. Pour tout autre usage, il vous appartient de vous rapprocher de Flammarion SA.

Vincent Martigny Crollanza/Flammarion

Avec un président qui concentre les pouvoirs mais se heurte à une forme d'impuissance, notre démocratie semble à bout de souffle. Selon Vincent Martigny, professeur en science politique à l'université de Nice et à Polytechnique, ce n'est pas une fatalité. Il dresse des pistes inspirantes.

Dans votre dernier livre (1), vous dites qu'Emmanuel Macron incarne la « manifestation chimiquement pure » des institutions de la V^e République. Qu'est-ce que cela signifie ?

Il incarne la quintessence du fantasme de la V^e : un président fort, dont la pratique du pouvoir est verticale, qui souhaite offrir une vision au pays et être au-dessus des partis, dans la ligne de De Gaulle. Macron met ainsi en scène son action, mais dans un monde complexe et globalisé, il a, en réalité, peu de prise sur le réel. La rencontre avec Vladimir Poutine, juste avant le début de la guerre en Ukraine en février, en est un bon exemple : il se rend en Russie, orchestre cet échange diplomatique, mais cette initiative n'a aucun impact sur la suite des événements.

En période de crise, concentrer les pouvoirs n'est-il pas un gage d'efficacité ?

Oui, à court terme. Un système institutionnel comme le nôtre, qui favorise la prise de décision par un seul - ou par un très petit nombre -, fonctionne bien dans un tel contexte. Cela peut même rassurer certains citoyens, qui se sentent pris en charge. Mais à long terme, les conséquences sont délétères pour la démocratie. D'une part, parce qu'on habitue les gens à la décision verticale, au lieu de favoriser la délibération ; déresponsabilisés, les citoyens deviennent spectateurs de leur destin. D'autre part, parce qu'un leader fort, s'il n'apporte pas satisfaction, appelle un leader plus fort. Lorsque les conflits ne sont plus réglés par la délibération collective survient le risque que le corps social fantasme d'être « soudé par sa tête », comme le dit le philosophe Claude Lefort. Alors la démocratie est en danger.

Vous écrivez que « le cycle illusions-déceptions » s'accélère. Comment réformer ce système à bout de souffle ?

D'abord, en nous méfiant des fantasmes de consensus. Le premier serait de penser que l'on peut éviter la confrontation de projets de société antagonistes ; et qu'en prenant le meilleur de la gauche, de la droite, en s'appuyant sur les experts, on pourrait gouverner le pays. Le problème de cette approche, c'est qu'elle étouffe les points de vue opposés, qui n'ont plus d'espace pour s'exprimer. Alors la violence émerge. On l'a vu avec les gilets jaunes. Sans confrontation démocratique et pacifique des projets, c'est le blocage ou la violence. L'autre fantasme, c'est le syndrome de l'homme fort, qui pourrait se passer du Parlement. Là encore, on sape la délibération, la recherche du compromis, c'est l'impasse.

Que préconisez-vous ?

Nous pouvons sortir du cycle illusions-déceptions en modifiant nos institutions. Elles sont la mécanique du système, il ne faut pas en sous-estimer la portée. Sans aller jusqu'à une VI^e République, il est possible de lever des points de blocage. En commençant par rééquilibrer les rapports entre l'exécutif et le Parlement, qui doit retrouver sa marge de manœuvre.

Pour cela, je supprimerais deux pouvoirs du président : celui de nommer son premier ministre - qui doit être l'émanation de l'Assemblée - et le pouvoir de dissoudre cette dernière. On pourrait aussi prévoir un scrutin mixte, pour que la Chambre des députés ressemble à la société : un scrutin proportionnel avec prime majoritaire, par exemple. Cela aurait pour effet de restaurer le pouvoir des forces politiques, qui retrouveraient une capacité à porter des projets au Parlement, donc à mieux répondre aux attentes des citoyens. Surtout si l'on prévoit, en parallèle, que les chambres maîtrisent l'agenda législatif, aujourd'hui largement aux mains de l'exécutif.

Quelles sont vos autres pistes ?

On pourrait faire du Sénat une vraie chambre des territoires. Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on dit, il n'est pas issu de la démocratie locale, le scrutin est indirect et les sénateurs se superposent plutôt à l'action locale des métropoles, des départements, des régions, etc. Or beaucoup de projets intéressants sont portés à ces échelons, mais sans essaimer nationalement. On pourrait imaginer qu'une fraction du Sénat soit composée de conseillers départementaux, régionaux, de maires, afin de favoriser le passage du local au national. Enfin, pourquoi ne pas transformer le Conseil économique, social et environnemental en chambre de démocratie directe, composée de citoyens tirés au sort ? Ils auraient pour tâche de préconiser des réformes ensuite portées par le Parlement ou soumises au référendum.

(1) *Le Retour du prince*, Éditions Flammarion, 2019, 224 p., 18 €. Chaque vendredi, il anime la chronique « Jeux de pouvoir », sur France Inter.